

## CITIZEN



PHOTO: ANTONIOCRP / STOCKXCHING

GREENPEACE

## Responsabilité climatique

Rédaction : woxx

**Dix membres du panel citoyen 180° ont participé au premier voyage d'étude prévu. Ils ont vécu au Groenland une expérience concrète et inoubliable sur les impacts réels du changement climatique.**

Selon l'impression générale des participants au voyage d'étude, le Groenland est bouleversant, impressionnant et magnifique. Pourtant, cet environnement polaire est menacé. D'après le Centre national américain de la neige et de la glace (NSIDC), les glaces arctiques continuent nettement à se réduire sous l'effet du réchauffement climatique. Les observations satellitaires ont enregistré cet été la deuxième plus importante ampleur de fonte de l'océan arctique depuis 30 ans avec une réduction de 40 % de la banquise par rapport à la moyenne observée entre 1979 et 2000. D'après les récentes observations, le pôle nord pourrait même être pour la première fois au cours des temps modernes momentanément libéré des glaces de cette année.

Les membres du Panel 180° ont pu se rendre compte de visu de cette situation lors de l'excursion en hélicoptère vers le glacier Sermeq Kujalleq qui est l'un des glaciers les plus rapides (19 mètres d'avancée par jour) du monde. Son vêlage annuel représente plus de 35 kilomètres, soit 10 % des icebergs du Groenland.

Pour les organisateurs du projet 180°, ces voyages d'études ne sont pas des voyages d'agrément touristique. Le programme est conçu pour permettre aux participants d'assimiler une réalité particulière et de la restituer de manière à sensibiliser la population luxembourgeoise au changement climatique.

Ainsi, Albert tire par exemple cinq enseignements de son expérience personnelle : « Le changement cli-

matique est observé depuis quelques années par les Groenlandais. L'hiver commence de plus en plus tard. Il y a moins de neige. Les glaciers sont en forte régression. La mer ne gèle plus comme auparavant. Il y a des années où la glace n'est plus assez épaisse pour circuler dessus avec les chiens de traîneaux. Les scientifiques, par leurs études confirment les observations faites par les Groenlandais. Les Groenlandais ne peuvent guère contribuer à réduire les causes du changement climatique. Il n'y a qu'environ 56.000 habitants. Le pays n'est pratiquement pas industrialisé. Les émissions de gaz à effet de serre du Groenland sont négligeables à l'échelle mondiale.

En conséquence, le Groenland est en train de changer. Etant donné qu'il devient de plus en plus difficile de se déplacer sur la glace, et à défaut d'autres moyens, les petits villages sont abandonnés et la population se concentre dans des villes comme Ilulissat. Comme les occupations traditionnelles de la population indigène sont devenues plus difficiles à exercer, il y a peu d'occupations. Le taux de chômage est très élevé et les problèmes sociaux, comme l'alcoolisme, l'inceste et le suicide sont les conséquences de cette évolution.

Pour contrer les conséquences socio-économiques du changement climatique, le Groenland va devoir s'adapter. Dans l'obligation de s'adapter, beaucoup de Groenlandais voient aussi une chance de s'enrichir. Aujourd'hui déjà certains pensent à abolir l'industrie de la pêche et à investir dans l'exploitation des ressources naturelles. En effet, sous la calotte de glace on pense trouver des minerais, du gaz et du pétrole. »

Renseignements et Informations supplémentaires : [www.180grad.lu](http://www.180grad.lu)

## SHORT NEWS

### Immobilité européenne

Eine Blamage war, wie wir vor zwei Wochen schrieben, dass die luxemburgischen Veranstalter der Mobilitätswoche das europäische Motto „Saubere Luft für alle“ ignorierten - und im Vorwahljahr lieber Busfahrpläne und Fahrradständer einweiheten. Nicht minder blamabel ist, wie auf EU-Ebene, parallel zu den schönen Reden, hinter den Kulissen die Luft aus der alternativen Verkehrspolitik gelassen wird. Nicht nur hat Anfang dieses Monats der Industrieausschuss des Europaparlaments die Kommissionsvorschläge für eine Reduzierung des CO<sub>2</sub>-Ausstoßes bei Neuwagen verwässert. Auch ein während der Mobilitätswoche 2007 vom damaligen Kommissar Jacques Barrot angekündigter Aktionsplan konnte nun nicht wie geplant vorgestellt werden. Verspätungen im Transportsektor war man ja bereits gewohnt, doch ist der Hintergrund der Blamage Besorgnis erregend. Die Ernennung von Antonio Tajani zum neuen Verkehrskommissar, von dem grünen Europaabgeordneten Michael Cramer als Katastrophe bezeichnet, hat nicht nur zu einer Verspätung, sondern auch zu einem politischen Kurswechsel geführt. Das E-zine Euractiv zitiert denn auch Aussagen seitens der Generaldirektion Transport, der Aktionsplan werde keine legislativen Maßnahmen enthalten und die EU habe nur „eine kleine Rolle“ im Bereich Mobilität zu spielen.

### Staatsfinanzen: Spare in der Not!

Die Ausarbeitung des Budgets für 2009 scheint sich schwierig zu gestalten. Die Regierungsmitglieder sind hin und hergerissen zwischen dem Wunsch, noch ein paar Wahlgeschenke zu verteilen, und einer gewissen Zurückhaltung angesichts eines drohenden Einbruchs bei den Steuereinnahmen. Mit Spannung wird auch der Bericht des Nachhaltigkeitsrats über Luxemburgs Staatsfinanzen erwartet. Doch noch vor dieser überparteilichen Institution hat sich nun die Chambre de Commerce zu Wort gemeldet: Aufgrund einer Studie über die „Maîtrise des dépenses publiques“ hält sie fest, das Kosten-Nutzen-Verhältnis der staatlichen Ausgaben sei im internationalen Vergleich eher ungünstig. So investiere Luxemburg zum Beispiel überdurchschnittlich viel in das Schulsystem, schneide aber bei internationalen Vergleichen wie Pisa schlecht ab. Die untersuchten Beispiele - von Gesundheitsversorgung und Bildung bis zu Familienzulagen und Renten - sind ein interessanter Diskussionsbeitrag. Bleibt die Frage, ob die „Effizienzreserven“ eher für bessere Leistungen oder für niedrigere Ausgaben genutzt werden sollen. Die Chambre de Commerce setzt auf Einsparungen, die Spielräume für kompetitive Steuersenkungen und für die Anlage eines Staatsfonds („fonds souverain“) schaffen würden.

### Europe sociale : retour du pendule ?

C'est la rentrée politique, à Bruxelles comme au Luxembourg. C'est maintenant qu'on verra quelles sont les conséquences de la condamnation du Luxembourg par la Cour de justice européenne pour sa transposition de la directive détachement. Il y a deux semaines, le conseil de gouvernement avait adopté des dispositions plus favorables aux entreprises détachant des travailleurs pour se conformer au jugement. Voici que la position de la Commission vient d'être précisée à travers la réponse du commissaire Vladimir Spidla à une question du député européen Claude Turmes. Tout en admettant que la coopération entre Etats membres contre le dumping social fonctionne mal, Spidla insiste sur une interprétation libérale de la directive. Il n'envisage nullement de la réformer, puisqu'elle reposerait sur les traités européens. Pendant ce temps, une contre-offensive semble se préparer au sein du parlement européen. Mardi dernier, la commission de l'emploi a adopté le rapport de Jan Andersson réclamant une meilleure protection des normes sociales, en particulier dans le cas des travailleurs détachés. Une confirmation de ce vote en séance plénière du parlement relancerait le débat sur un renforcement conséquent de l'Europe sociale.